



Brésil : coup d'État institutionnel en guise de destitution

Par [Jérôme Duval](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2018

[CADTM](#) 3 décembre 2018

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Au Brésil, l'oligarchie est parvenue à destituer la présidente en exercice, Dilma Rousseff, par un coup d'État institutionnel et placer son vice-président, le très réactionnaire Michel Temer, au pouvoir sans passer par les urnes. Devenu le président par intérim le plus impopulaire de l'histoire du Brésil, le temps est alors venu d'oublier ces désagréments et faire parler les urnes... pour légitimer l'illégitime : l'ascension progressive depuis 2015 d'un régime autoritaire accompagné d'une résurgence du rôle politique des militaires suite à un coup d'État parlementaire.

Pour bien comprendre le contexte dans lequel se déroule l'élection d'octobre 2018 qui porte le candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, à la présidence de la République pour le Parti social-libéral (PSL), un retour en arrière s'impose.

Procédure de destitution illégitime et coup d'État parlementaire

Une procédure de destitution (« impeachment ») [1] controversée, portée par le président de la Chambre des députés, Eduardo Cunha (Parti du mouvement démocratique brésilien, Partido do Movimento Democrático Brasileiro – PMDB, centre) est déclenchée le 2 décembre 2015 à l'encontre de la présidente en exercice Dilma Rousseff (Parti des travailleurs, Partido dos Trabalhadores – PT, centre-gauche), démocratiquement élue en 2010 et réélue en 2014 avec 51,64 % des voix au second tour du scrutin. Cette procédure de destitution intervient quelques heures seulement après que les parlementaires du PT aient voté pour la poursuite de l'enquête sur Eduardo Cunha au Conseil d'éthique de la chambre des députés. L'architecte de la destitution de Dilma Rousseff, évangélique, ultraconservateur et adversaire acharné de l'avortement, est alors soupçonné pour son rôle dans l'affaire Petrobras et des comptes secrets en Suisse, alimentés par des pots-de-vin, où il aurait dissimulé plus de 5 millions de dollars, dont lui et sa seconde épouse Claudia Cruz se sont révélés être les bénéficiaires. La Cour suprême finira par le suspendre de ses fonctions et, le 12 septembre 2016, une majorité écrasante des parlementaires le déclarera inéligible jusqu'en janvier 2027.

Malgré cela, la procédure contre Dilma Rousseff se poursuit, et le 17 avril 2016, suite à une session marathon de près de 43 heures dans un climat de haine, les députés se prononcent sur la destitution de la présidente. Jair Bolsonaro entame alors un court discours [2] dans lequel il remercie chaleureusement Eduardo Cunha « pour la façon dont il a mené les travaux [menant à la destitution] » et rend hommage à l'un des pires responsables de la répression politique sous la dictature : « Pour la mémoire du colonel Carlos Alberto Brilhante

Ustra, l'épouvante de Dilma Rousseff, pour l'armée de Caxias, pour les forces armées, pour le Brésil au-dessus de tout et pour Dieu au-dessus de tout, je vote oui » [3] Son Oui à la destitution de la présidente, dédié au tortionnaire responsable de la torture qu'a endurée Dilma Rousseff, claque dans l'enceinte de la Chambre telle une déclaration de guerre susceptible de faire ressurgir les démons du passé et scandalise l'opinion brésilienne et internationale. De septembre 1970 à janvier 1974, sous le commandement du colonel Ustra, un des personnages les plus craints de la dictature militaire, près de 500 personnes ont été torturées dans le principal organe de la répression de l'armée à Sao Paulo, le centre DOI-CODI, par où est passé Dilma Rousseff elle-même. Plus de cinquante autres sont portées disparues ou ont été assassinées, selon la Commission nationale de la vérité (Comissão Nacional da Verdade - CNV).

Ce jour là, plus des deux tiers des députés se prononcent pour la destitution, ouvrant la voie à la poursuite de la procédure. Finalement, au terme d'un vote au Sénat le 31 août 2016, Dilma Rousseff est officiellement destituée. Les politiques corrompus, une justice réactionnaire, le grand patronat brésilien et les médias des hautes familles de l'oligarchie, ont réussi la prouesse d'installer Michel Temer (PMDB) au pouvoir sans passer par les urnes. Précision de taille, la destitution de Dilma Rousseff ne s'est pas faite pour corruption mais sous prétexte d'irrégularités comptables 4, les fameux « coups de pédale fiscaux » (pedalada fiscal), un délit fréquemment mis en pratique par les prédécesseurs de M^{me} Rousseff et par de nombreux gouverneurs d'État, et dont la gravité n'est pas assez élevée pour justifier une destitution présidentielle. Dilma Rousseff n'est alors impliquée dans aucun scandale de corruption.

Au contraire, les parlementaires putschistes (députés et sénateurs), à commencer par les membres du PMDB de Temer, sont eux, massivement empêtrés dans les affaires de corruption. Plusieurs ministres du président par intérim sont eux aussi touchés par les scandales et quittent le gouvernement. Onze jours seulement après être entré en fonction, le ministre de la Planification, Romero Juca (PMDB), est limogé le 23 mai 2016 après s'être prononcé pour étouffer l'enquête sur le scandale Petrobras, dans lequel il est lui-même mis en cause ; Fabiano Silveira, le ministre de la Transparence, poste nouvellement créé pour lutter contre la corruption (!), démissionne le 30 mai 2016 ; le ministre du Tourisme, Henrique Eduardo Alves (PMDB), soupçonné de corruption, démissionne le 16 juin 2016. Puis, c'est finalement au tour du secrétaire du gouvernement, Geddel Vieira Lima (PMDB), d'être accusé de trafic d'influences dans le cadre d'un projet immobilier, il démissionne le 25 novembre 2016. José Serra (PSDB [4]) qui a subi deux défaites électorales au second tour, d'abord contre Lula en 2002, puis contre Dilma Rousseff en 2010, est nommé ministre des Affaires étrangères le 12 mai 2016. Formellement accusé par la justice brésilienne de corruption, c'est pour raisons de santé qu'il démissionne du gouvernement Temer le 22 février 2017. Au total, le gouvernement par intérim est remanié à six reprises.

Et Michel Temer, parachuté au sommet de l'État au terme de l'opération de destitution ? Un personnage mafieux qui croule sous les accusations de malversations, souvent étayées par des enregistrements accablants [5], qui fait l'objet de deux enquêtes du parquet pour corruption et association de malfaiteurs. En dépit de cette situation incompatible avec son poste, il bénéficie d'une immunité jusqu'à la fin de son mandat, courant jusqu'au 1^{er} janvier 2019, et ne peut être condamné. Et pour s'en assurer il ordonne le versement de pots-de-vin au président du Parlement qui avait lancé la procédure de destitution, Eduardo Cunha, pour acheter son silence [6].

Difficile de résumer toute la littérature sur l'opération *Lava Jato* (« Lavage express », ou scandale Petrobras) en quelques lignes, mais pour qui s'y intéresse, on notera que le PT est loin d'être le seul parti touché par la corruption [7]. Celle-ci a toujours gangrené l'histoire politique brésilienne, mais elle est soudainement mise en exergue comme jamais auparavant par les grands médias et l'opposition après avoir été dénoncée par la gauche lors du mouvement populaire « passe libre » [8] contre l'augmentation des prix dans les transports publics en 2013. L'opposition à Dilma Rousseff s'en est servi comme arme pour légitimer la procédure de destitution. Paradoxalement, les responsables politiques qui pointent du doigt, avec un acharnement spectaculaire, le PT, sont eux-même souvent englués dans les affaires de malversations... L'exemple flagrant étant l'architecte de la destitution de Dilma Rousseff, Eduardo Cunha, qui purge désormais une peine de quinze ans et quatre mois de prison pour corruption, blanchiment d'argent et évasion illégale de devises [9].

Jérôme Duval

Article publié sur le blog [Un monde sans dette](#) du journal [Politis](#).

L'auteur remercie chaleureusement Joaquín de Santos Barbosa, Rémi Chatain, Matthias Sant'Ana, Joaldo Dominguez, Deborah Cavalcante, Mats Lucia Bayer et Yvette Krolikowski.

Notes :

[1] Fernando Collor, second président suite au régime militaire dictatorial, a été le premier à être destitué au Parlement le 29 septembre 1992. José Sarney est considéré le premier président « post-dictature », après avoir pourtant été désigné par un parlement élu sous la dictature...

[2] Jair Bolsonaro voto sim impeachment 2016 HD : <https://www.youtube.com/watch?v=SroqvAT71o0>, consulté le 26 novembre 2018. Extrait : “Para o povo brasileiro, tem um nome que entrará para historia nessa data, pela forma como conduziu os trabalhos nessa casa. Parabéns presidente Eduardo Cunha ! Perderam em 64, perderam agora em 2016. Pela família, pela inocência das crianças em sala de aula que o PT nunca teve. Contra o comunismo, pela nossa liberdade, contra o Foro de São Paulo. Pela memória do coronel Carlos Alberto Brilhante Ustra, o pavor de Dilma Rousseff. Pelo exercito de Caxias. Pela nossas forças armadas, por Brasil acima de tudo e por deus acima de todos, o meu voto é sim.”

[3] Mariana Della Barba et Marina Wentzel « Discurso de Bolsonaro deixa ativistas 'estarecidos' e leva OAB a pedir sua cassação », *BBC Brasil*, 20 avril 2016.

[4] PSDB : Parti de la Social Démocratie Brésilienne (Partido da Social Democracia Brasileira).

[5] Marina Lopes, « [Brazilian President Temer survives a vote to suspend him on corruption charges](#) », *The Washington Post*, 2 août 2017.

[6] « [Au Brésil, la fabrique des démagogues](#) », Glenn Greenwald & Victor Pougy, *Le Monde diplomatique*, octobre 2018.

[7] En 2013, le PT était classé 9^e dans la liste des partis les plus corrompus au Brésil. « Um ranking da corrupção por partido », 21 juin 2013.

<http://opiniaoenoticia.com.br/brasil/um-ranking-da-corrupcao-por-partido/>

[8] Le *Movimento Passe Livre* s'est constitué au Forum social mondial de Porto Alegre en 2005. Il a connu un développement important lors des manifestations spectaculaires de juin 2013. Lire :

https://pt.wikipedia.org/wiki/Jornadas_de_Junho

[9] Glenn Greenwald, Victor Pougy, op. cit.

La source originale de cet article est [CADTM](#)

Copyright © [Jérôme Duval](#), [CADTM](#), 2018

Articles Par : [Jérôme Duval](#)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre *Construcción europea al servicio de los mercados financieros*, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage *La Dette ou la Vie*, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca